

**Union européenne - Propos à la
presse de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes, à son arrivée à la
conférence ministérielle relative au
prochain cadre financier
pluriannuel
(Sofia, 09 mars 2018)**

Q - Bonjour, Madame la Ministre, Quelles sont les priorités de la France concernant le budget post-2020 ?

R - Aujourd'hui on vient effectivement parler priorités avant de parler volume de l'enveloppe, et c'est bien comme cela qu'il faut faire. Les priorités sont les nouvelles attentes, les nouveaux défis qui nous attendent en Europe : la sécurité des Européens, la défense, la gestion des migrations, la compétitivité de l'Europe qui passe par le financement de l'innovation, mais qui passe aussi par la formation des jeunes aux métiers de demain. Ce sont des défis nouveaux.

Il y a ensuite les politiques européennes que l'on appelle traditionnelles, en particulier la politique agricole commune qui mérite toute notre attention parce qu'elle joue un rôle essentiel pour la souveraineté alimentaire de l'Europe et pour le revenu de nos agriculteurs. Nous sommes prêts à les moderniser, nous sommes prêts à les réformer mais nous ne souhaitons pas les sacrifier.

Q - Faut-il justement geler ces enveloppes à l'agriculture et à la cohésion afin de pouvoir financer les nouvelles priorités ?

R - Il ne faut pas opposer politiques traditionnelles et nouvelles priorités. Par exemple, parmi les exemples que j'ai cités, l'innovation ou la formation, l'intégration des réfugiés et des migrants en Europe, ce sont des priorités sectorielles qui peuvent parfaitement être prises en compte, au moins en partie, par les instruments existants.

Q - La proposition française de conditionner l'octroi de fonds européens au respect de certains critères et de certaines valeurs fondamentales, notamment le respect de la convergence sociale et fiscale rencontre un écho favorable au niveau européen ?

R - Je pense que l'on ne peut pas parler de cohésion sans parler de convergence. On ne peut pas faire partie d'une même Union européenne sans partager les mêmes valeurs. À partir de là, nous défendons fortement l'idée que verser des fonds européens nécessite que le pays récipiendaire respecte l'Etat de droit. Cela vaut vis-à-vis de tous les Etats membres de l'Union européenne. Il nous paraîtrait étrange que des fonds européens financent des politiques qui

consisteraient à diverger du reste de l'Union européenne.

Cette notion de conditionnalité est aujourd'hui sur la table./.